



**LA COLLECTE DES
DONNEES SUR LE BUDGET
DANS MENAGES A
LUBUMBASHI**

Olivier KAHOLA TABU

Canevas

I. Contexte: Lubumbashi

II. Dynamiques socioéconomiques

2.1 1980 à nos jours: crise, précarité et déprofessionnalisation

2.2 Conséquences: la débrouillardise

III. Mon expérience des enquêtes sur le budget

3.1 Questions méthodologiques

3.2 Difficultés rencontrées

I. Lubumbashi. Contexte

- Créée en 1910, Lubumbashi s'est érigée dès le début en pôle industriel;
- 2^{ème} grande ville de la RDC avec plus de 2 millions d'habitants (1180357 en 2001);
- Chef-lieu (capitale) de la Province du Haut-Katanga (12 à 26 provinces);
- 7 communes et 45 quartiers (3 types de quartiers);
- Résidentiel, planifié et d'auto-construction;
- Les 3 différents quartiers renferment les 3 catégories de gens (riches, moyens et pauvres)

- Lubumbashi est une ville universitaire où la population est habituée à collaborer aux enquêtes;
- Altitude variant entre 1220 et 1240 mètres;
- Superficie de 747 Km²;

II. Dynamiques socioéconomiques

- Pôle industriel, la population vivait exclusivement des activités salariées;
- Le revenu des ménages provenait de l'industrie minière ou de nombreuses petites manufactures;
- La population était attachée à l'emploi et au revenu salarial (*kaji ndjo baba; kaji ndjo mama*);
- Les activités de la débrouillardise restèrent longtemps ignorées;
- La population était habituée au paternalisme social (cantines, éducation, soins médicaux, loisirs, etc.).

2.1 1980 à nos jours: Crise, précarité et déprofessionnalisation

1. Succession d'événements malheureux (économiques, politiques, culturels);
2. Pillages (1991-1992), conflits interethniques (1992-1993), longue transition politique (1990-1997), inflation monétaire, etc.;
3. Politique d'ajustement structurel.

2.2 Conséquences: Débrouillardises

- Perte d'emploi (licenciements massifs: 9800 agents de la GCM, congés techniques, faillite des entreprises pillées, etc.;
- Non paiement régulier des salaires;
- Dévaluation du pouvoir d'achat des ménages;
- La mort du paternalisme social;
- Emergence des métiers informelles (*tunaishi kwa nehema et non plus kaji ndjo baba; kaji ndjo mama*)

- La désindustrialisation de l'ex. Katanga et pauvreté des ménages;
- En 2002, c'est l'ère des contrats miniers (réouverture des anciennes carrières jadis fermées par les nouvelles entreprises minières naissantes;
- Une lueur d'espoir naissait, mais c'est un mirage.

A quel niveau se situe la situation des ménages lushois plus ou moins seize ans après la première enquête menée par l'OCU?

III. Mon expérience des enquêtes sur le budget

- Lushois n'est plus habitué à élaborer formellement un budget ménager;
- Intervention des dons, des activités informelles illicites, pas facile à budgétiser;
- 2 sources de revenu (officielles et informelles) des conjoints (ainsi que des hébergés);
- Revenu salarial ne couvre pas le budget ménager (*parfois il ne permet pas à nouer deux bouts d'une journée*);

- Part importante des rentrées informelles (extra-muros, para-travail, etc.) à cerner;
- Beaucoup de dépenses sont affectées à l'alimentation (52%), logement (14%) et instruction (13%)

3.1 Questions méthodologiques

- Approches quantitative et qualitative
- Répertorier les métiers informels;
- Soumettre au ménage une fiche descriptive « démographique » qui renseigne des différentes sources de revenu et dépenses;
- Enquêtes dans les ménages (relever toutes les dépenses journalières du ménage);
- Demander prioritairement les dépenses que les revenus;

- Concevoir un protocole d'enquête classant les besoins des ménages en trois catégories (fondamentaux, secondaires et tertiaires);
- Prendre en compte les dépenses ordinaires mensuelles celles auxquelles se livre chaque ménage;
- Découvrir les revenus ordinaires qui permettent de financer les dépenses;
- **Demander prioritairement les dépenses que les revenus;**

Concrètement

1. Fidélisation des ménages;
2. Observation (journées types);
3. Collecte des récits de vie (*heurs et malheurs*).

Constats

1. L'alimentation est le premier besoin économique (lié à l'existence humaine) et garde son importance dans la hiérarchie des dépenses ordinaires.
2. Le logement vient en deuxième position dans cette échelle des valeurs,
3. L'instruction est un poste des dépenses important pour les ménages qui tiennent à la formation scolaire et académique des enfants pour leur assurer un avenir meilleur.

4. Les communications occupent la quatrième position dans l'ordre d'importance des dépenses ordinaires;
5. La santé, connaît une diminution;
6. Les dépenses sont toujours supérieures au revenu déclaré (*enjeux de l'informel, dons et participation matérielle de tiers*)

Difficultés

1. Non respect des rendez-vous;
2. Méfiance des ménages riches et certains moyens à fournir des données sur leur revenu ou vécu quotidien;
3. Disponibilité des ménages pauvres à accueillir les enquêteurs et à leur fournir des données sur leur vécu;
4. Oublie des dépenses effectuées.



**MERCI POUR VOTRE
ATTENTION**